

«L'apolitisme» du «Mouvement syndical uni et démocratique»

L'expérience De Gaulle n'a pas fini d'ébranler les organisations de la classe ouvrière. Le relatif affaiblissement du mouvement ouvrier qui en résulte, favorise la prolifération des initiatives de tous les tenants d'un « renouvellement du syndicalisme ». C'est le cas entre autres de « Pour un mouvement syndical uni et démocratique », lors d'une conférence de presse du 10 juin 1958.

L'équivoque de l'action de Forestier-Pastre-Lapeyre subsiste. En dehors de considérations exactes ou banales du type: « le manque d'ampleur des réactions ouvrières », « les faiblesses des confédérations », « l'échec d'une protestation unanime et puissante des travailleurs », etc..., d'autres considérations ayant trait à la politique des centrales syndicales et à l'action propre, au cours de ces événements, des initiateurs du « mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique » relèvent de la pire confusion et appellent les plus extrêmes réserves.

La volonté de faire la balance égale entre les centrales syndicales ne contribue pas à éclairer les travailleurs.

Ainsi, on évoque bien « l'impuissance à réagir » des centrales mais lorsqu'il y eut une réaction (celle de la C.G.T.) on constate que celle-ci n'a pas été « comprise » et que les ordres de grève lancés par la C.G.T. ont été un échec. On peut discuter sur l'efficacité des mots d'ordre d'action de la C.G.T., du contenu de ses appels, de ses méthodes « républicaines » exclusivement défensives, etc...; mais la critique ne peut, ne doit s'exercer que par rapport à l'action et au programme révolutionnaires.

La balance entre F.O., C.F.T.C. et C.G.T. n'est

pas égale. Il n'y a aucune commune mesure entre l'action des militants de la C.G.T. et ceux des autres centrales au cours de cette période; entre ceux qui continuent « la politique de présence », de silence pourrions-nous dire, et la C.G.T.

Si encore, Pastre, Lapeyre et Forestier nous éclairaient sur ce qu'aurait pu être une action efficace. Leur complaisance à mettre en avant le mouvement des enseignants qui, seul, « a réussi sa protestation »; à citer leur propre mouvement syndical uni et démocratique qui a participé en « totalité » à la manifestation de défense des libertés républicaines le 28 mai, ne nous renseigne pas davantage.

Fallait-il déclencher la grève générale? et est-ce par rapport à ce mot d'ordre qu'il faut apprécier la politique des centrales? Fallait-il briser les illusions pacifistes, parlementaires de la manifestation du 28 mai? Fallait-il, faut-il s'orienter vers la constitution de comités antifascistes décidés à opposer autre chose que des poitrines nues ou des vœux pieux à l'adresse de la majorité du 2 janvier 1956? Nul ne le sait.

Déjà, il y a plus d'un an, Forestier et Cie préconisaient la reconnaissance des tendances, entre autres comme mesure indispensable pour la reconstitution de l'unité syndicale. Ils n'ont jamais conçu ce droit comme élément nécessaire à l'expression révolutionnaire des ouvriers, mais comme une vulgaire combine pour tractations entre sommets des appareils syndicaux.

Les divisions syndicales et l'impuissance qui en découle préoccupent fort les dirigeants syndicaux. Ceci est bien normal. Ce « grand rassemblement » de ce qu'ils appellent les « forces dé-

mocratiques » les tourmentent énormément... et continueront à les tourmenter.

Lebrun, de la C.G.T., dans un article de « France-Observateur » (12 juin 1958) envisage un regroupement idéologique et politique de la gauche non communiste pour s'allier sans subordination ni complexe au P.C.F., pour agir efficacement sur la masse des républicains désorientés ou même « ralliés » (à De Gaulle); apparemment, il s'aligne sur le « mouvement syndical uni et démocratique ».

Ce dernier mouvement, cette fois sans équivoque, affirme clairement: « L'option n'est pas de choisir pour ou contre De Gaulle, mais d'assurer le maintien du contexte des libertés démocratiques sans lesquelles les libertés syndicales et leur libre exercice ne sauraient être valablement garanties ».

Que cache cette volonté de « désincarner la politique »? Il est infiniment probable que pour beaucoup de réformistes (Forestier, Lapeyre... et Lebrun), l'expérience De Gaulle par ce qu'elle va amener de limitation, de musellement au mouvement ouvrier... et à la C.G.T. et au P.C.F., diminuant ainsi, leur poids spécifique dans le « grand rassemblement » sus-mentionné, accroîtra leur audace face à un P.C.F. par ailleurs très républicain.

Tant il est vrai que tous ces maîtres tacticiens ès-syndicalisme ont ceci de commun, c'est que toutes leurs « astuces » se situent hors de la voie révolutionnaire et d'un programme de classe, hors des méthodes de luttes ouvrières. Le « mouvement syndical uni et démocratique » ne faillit pas à la règle.

LIBAN, NOUVEAU CENTRE DE TENSION AU MOYEN-ORIENT

La tension au Moyen-Orient, au cours des deux dernières années, a touché l'Égypte, la Syrie, la Jordanie. Voici qu'elle atteint un nouveau paroxysme au Liban où, depuis plusieurs semaines, se poursuit la guerre civile.

Le Liban repose sur un équilibre assez précaire de peuples et de religions diverses. Le président Chamoun s'est prononcé en 1956 pour la « doctrine Eisenhower », en opposition à la volonté des grandes masses du pays, qu'elles soient chrétiennes ou musulmanes.

L'unification de l'Égypte et de la Syrie dans la République Arabe Unie a stimulé les masses. Elles ont aussitôt répondu à l'appel de l'opposition quand Chamoun a fait connaître son intention de modifier la Constitution pour obtenir un nouveau mandat présidentiel.

Depuis des semaines, la guerre civile fait rage dans tout le pays; l'armée, paradoxalement, étant aussi neutre que possible, très certainement afin de pouvoir en fin de compte maintenir l'unité du pays.

Chamoun, dans une situation désespérée, voudrait voir les États-Unis et la Grande-Bretagne intervenir en sa faveur. Il est vrai que la 6^e flotte américaine ne se trouve pas loin des côtes libanaises; il est vrai que des dizaines de milliers de soldats britanniques sont à Chypre (aux portes même du Liban). Mais le State Department et le Foreign Office ont quelques hésitations (1). L'affaire de Suez n'est pas si loin. L'Égypte et toutes les masses populaires du Moyen-Orient ne pourraient rester indifférentes à une intervention au Liban. Le gouvernement soviétique vient également de faire savoir qu'il ne tolérerait pas une telle intervention.

Pour le moment, donc, l'O.N.U. s'est borné à l'envoi d'observateurs destinés à surveiller la frontière syro-libanaise, et le secrétaire général de l'O.N.U. est sur place pour tenter de trouver,

(1) Notre nouveau gouvernement, imbu de « grandeur », a tout de suite fait connaître qu'il voulait participer à une action éventuelle. Rien ne serait plus propre à susciter la colère des masses libanaises (qui n'ont pas oublié la tutelle française) et des masses arabes qui pensent à l'Algérie.



avec l'aide de Nasser, une solution de compromis.

Il paraît très difficile que Chamoun puisse maintenir ses prétentions propres. Céderait-il la place à un pro-occidental, ou bien le Liban aurait-il un nouveau gouvernement d'une « neutralité », située entre l'Ouest et Nasser?

De toute façon, le Moyen-Orient reste et restera, comme nous l'avons souvent mentionné, un des foyers les plus explosifs du monde, l'impérialisme refusant de perdre toutes ses positions devant la montée de la révolution arabe et étant prêt à risquer le tout pour le tout dans certaines conditions.

APRES LES GREVES D'ANGLETERRE

Une série de longues grèves vient de se terminer: celle des bus londoniens après avoir duré 7 semaines; celle de dockers qui a duré plus d'un mois.

Les travailleurs anglais ont montré une de leurs qualités traditionnelles, la ténacité. Quelle surprise pour toute la presse lorsqu'au bout de six semaines, les travailleurs des bus ont à la majorité refusé de suivre une proposition de leur direction syndicale de reprendre le travail!

Cette ténacité a été payante, en ce sens que le gouvernement et les patrons, partis pour gagner une épreuve de force, ont fini par des transactions, pas fameuses certes, mais qui attestent du moins qu'ils s'étaient sentis incapables de poursuivre l'épreuve de force jusqu'à la victoire.

Le résultat est d'autant plus significatif que, dans ces grèves, le sommet syndical n'a pas voulu donner à la direction du syndicat des Transports l'appui indispensable — c'est-à-dire l'extension du mouvement.

MOUVEMENTS RACIAUX A CEYLAN

Au cours des mois passés, le mouvement ouvrier connaissait une poussée de grèves, marquée de succès. L'autorité du L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV^e Internationale) — qui est la plus importante organisation politique ouvrière dans l'île — grandissait. Le gouvernement Bandaranaike se trouvait dans des difficultés.

Aussi, soudainement, vit-on surgir avec acuité, sur la question des langues qui déjà avait troublé le pays l'année précédente, un conflit entre la majorité cinghalaise et la minorité tamile. Les éléments réactionnaires des deux côtés dressaient les communautés l'une contre l'autre, dans des incidents qui ont provoqué de très nombreuses victimes.

Le mouvement ouvrier s'est ainsi trouvé enrayé dans sa marche en avant. Nos camarades du L.S.S.P. qui ont eu depuis des années une attitude unitaire sur la question des langues, de façon à permettre à chacune des communautés de disposer effectivement de droits démocratiques, ont subi les assauts des éléments réactionnaires, comme ce fut déjà le cas l'an dernier lorsque des prêtres bouddhistes s'attaquèrent à une de leurs réunions en y lançant des grenades.

Mais, comme ce fut déjà le cas, cette attitude unitaire se montrera fructueuse à une étape ultérieure.

REVEIL DES MASSES AU PORTUGAL

Dans ce petit pays la réaction sévissait impitoyablement depuis des décades. Mais, là aussi, le monde bouge. Dans les sphères dirigeantes sont apparues des divisions qui ont trouvé leur expression dans la candidature oppositionnelle de Delgado à la Présidence de la République.

Malgré la limitation du nombre des électeurs, malgré les mesures de terreur et d'intimidation, malgré les truquages des voix, le gouvernement a dû admettre qu'il y avait eu près d'un quart des voix sur le nom de Delgado.

Les masses y ont vu un échec du gouvernement, un stimulant pour elles. Et des grèves ont été déclenchées peu après les élections.

Le gouvernement Salazar emploie sans vergogne sa police contre les travailleurs. Mais, c'est une nouvelle période qui s'ouvre au Portugal, qui s'achèvera par la chute de la dictature.